

Des chantiers à ouvrir pour sortir de la crise financière

Quelques résumés d'interventions de la rencontre du 15 mai 2008

Voir l'appel sur le lien ci-après

<http://storage.canalblog.com/64/62/312448/26673594.pdf>



Sommaire

- ✓ PME: victimes collatérales de la crise financière..... page 2/3
- ✓ Comprendre le capitalisme financier pour mieux le combattre.... page 4
- ✓ Le cancer financier dans la santé..... page 5
- ✓ Élargir le champ d'intervention des salariés et des citoyens page 6/7
- ✓ SOGERMA..... page 8/9

Denis Durand

PME: VICTIMES COLLATERALES DE LA CRISE FINANCIERE

La crise financière résulte d'une débauche de crédit, mise à la disposition de la spéculation avec la complicité des banques centrales. Elle débouche sur le risque d'un assèchement du crédit pour les investissements créateurs de richesses réelles, reposant sur le développement de l'emploi et de la formation : il apparaît déjà dans les enquêtes de la Réserve fédérale et de la BCE que les banques ont durci leurs critères de sélection des crédits qu'elles accordent aux entreprises. Les petites et moyennes entreprises, comme toujours dans ces circonstances, sont particulièrement menacées de voir se restreindre encore leur accès au crédit bancaire, qui est pourtant vital pour leur développement.

Les banques adoptent ce comportement parce que les exigences de leurs actionnaires les y poussent sous les exigences de rentabilité des marchés financiers, comme pour toutes les grandes entreprises. Le phénomène est renforcé par la réglementation financière (le « ratio de Bâle ») qui les oblige à maintenir un niveau de fonds propres élevé, proportionnel aux crédits qu'elles accordent ; pour avoir davantage de fonds propres, il faut davantage de rentabilité... ce qui les pousse à sélectionner les placements financiers plutôt que les investissements favorables à l'emploi et à la croissance réelle.

Agir dans les entreprises et dans les bassins d'emploi pour renverser cette sélectivité du crédit bancaire, à partir de luttes concrètes pour la sécurisation de l'emploi et le développement des territoires, c'est donc déjà combattre, sur le terrain, la domination des marchés financiers.

Les fonds régionaux pour l'emploi et la formation peuvent être un outil pour cela.

? c'est leur objet premier : sélectionner, à l'appui des mobilisations sociales, des projets que les banques seront incitées à financer au moyen de bonifications d'intérêts ou de garanties d'emprunts prises en charge par les collectivités publiques ;

? mais on pourrait également exiger que ces crédits, destinés à des projets économiquement viables et répondant à des objectifs sociaux ambitieux, fassent, de la part des banques centrales, l'objet d'un refinancement à des conditions privilégiées - à un taux inférieur au taux du marché, voire nul. Ce serait un moyen puissant d'encourager les banques à développer ces crédits plutôt que d'alimenter l'inflation financière.

C'est un sujet de grande actualité car la crise a mis au centre des débats sur la politique monétaire la question du refinancement des entreprises.



Une de ses manifestations les plus inquiétantes a en effet été la menace de paralysie de ce que l'on appelle le marché interbancaire : inquiètes des difficultés affichées de plusieurs grands établissements, les banques ne voulaient plus se prêter entre elles, les établissements excédentaires craignant une défaillance des établissements qui souhaitaient leur emprunter. Les banques centrales ont donc été contraintes de remplacer ces banques excédentaires comme prêteurs sur le marché, et, par voie de conséquence, d'accroître énormément le volume de leurs opérations.

Les grandes banques centrales ont donc été amenées à élargir la gamme des crédits qu'elles acceptent de refinancer. En particulier, elles refinancent actuellement beaucoup plus de crédits aux entreprises qu'elles ne le faisaient avant la crise.

La situation incite à aller plus loin. Dès lors que les banques centrales se réservent le droit de sélectionner des crédits aux entreprises pour servir de support de refinancement, elles disposent ainsi d'un moyen de rendre sélectifs ces refinancements : elles peuvent décider que les crédits destinés à financer des opérations spéculatives ou financières (LBO, prises de positions sur des devises ou sur des titres tels que ceux qui ont servi d'instruments à la spéculation sur les crédits immobiliers américains...) ne pourront bénéficier d'un refinancement qu'à un taux supérieur à celui du marché. A l'inverse, des crédits reconnus (par des fonds régionaux pour l'emploi et la

formation, par exemple) comme destinés à financer des investissements efficaces et à créer des emplois qualifiés pourraient bénéficier de refinancements à taux préférentiels, voire à taux nuls ou négatifs. On voit que ce serait un moyen pour elles de sortir du dilemme où la conjoncture présente plonge leurs choix de politique monétaire. Elles pourraient priver la spéculation de son carburant sans mettre en péril la croissance réelle, puisqu'au contraire les crédits bancaires seraient encouragés à la stimuler en priorité.

Cependant, il y a un problème. Le conseil des gouverneurs de la BCE a décidé qu'à partir de 2012 le montant des crédits que les banques centrales de la zone euro acceptent de refinancer devra être supérieur à 500 000 euros : autant dire que les PME seraient exclues du dispositif ! Il y a donc urgence à alerter sur le risque que cette décision comporte, en vue d'obtenir que le conseil des gouverneurs revienne sur cette décision.

C'est une bataille qui peut être gagnée : elle intéresse tous ceux qui participent aux luttes sociales pour l'emploi et pour le développement maîtrisé des territoires, mais elle peut aussi avoir des échos dans des milieux encore plus large car l'accès au crédit est une préoccupation très fortement ressentie chez tous les patrons de PME - les élus communistes qui se battent pour le développement économique de leur circonscription le savent bien.

Robert Lamplé

COMPRENDRE LE CAPITALISME FINANCIER POUR LE COMBATTRE

Comment dénoncer, s'opposer, imaginer une alternative au capitalisme financier si on ne sait pas comment il fonctionne, quelles en sont les modalités, les intervenants et les motivations.

La dérégulation de l'économie avec l'émergence de la rentabilité financière s'est développée depuis la démonétarisation de l'or suite aux accords de Bretton Woods début des années 1970. Ce phénomène a pris son essor dès le premier choc pétrolier puis après une courte accalmie s'est considérablement développé avec la venue de Reagan, sous l'influence des "chicagos Boys".

La recherche d'une plus grande rentabilité du capital passe alors par une augmentation constante de la productivité, et la création de nouveaux marchés (marchés des dérivés financiers entre autres). Ces nouveaux marchés qui servent essentiellement aujourd'hui de placement pour les fonds de pension ou autres fonds, sont devenus des acteurs déterminants de l'économie globalisée.

Bien que la France ait résisté plus longtemps à cette financiarisation de l'économie, nous en voyons aujourd'hui clairement les conséquences pratiques.

Il est impératif que les militants qui ont pour but de s'attaquer à ce système et de proposer une alternative crédible, maîtrisent son fonctionnement et ses motivations. Le discours Libéral joue pleinement sur cette opacité avec les arguments "on ne peut pas faire autrement" "il n'y a pas d'alternative" en le pimantant par la culpabilisation des victimes de ce système.

Les mécanismes et les fonctionnements de ces marchés financiers ne sont pas faciles à expliquer, y compris au sein des milieux financiers, leur apparente complexité laisse souvent le champ libre à des traders incontrôlés (sciemment ou pas). Leurs frasques ont l'avantage de révéler au grand public les sommes considérables qui sont jouées, gagnées ou perdues sur ces marchés. Les montants impliqués révèlent la mesquinerie du discours libéral, et la rapacité du capitalisme financier.

Cinq milliards d'Euros envolés à la Société Générale sur une "bêvue" anodine, à comparer aux déficits sociaux réels ou fictifs mais qui concernent des millions de personnes en particulier les plus démunis.

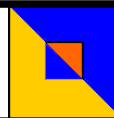
La grande majorité des gens ont du mal à prendre conscience des problèmes dès que les sommes impliquées sont au-delà de leur perception et de leur vécu. Il serait souhaitable de faire un travail de recherche et de chiffrage sur un certain nombre d'aspects de l'activité financière.

Deux exemples :

- Quel est le montant des commissions perçues chaque jour et immédiatement par les institutions financières sur les opérations boursières.

- Quels sont les montants sur les profits déclarés, utilisés pour le rachat d'action dans le seul but de soutenir le cours des actions.

D'autre part en comparaison à ces sommes englouties dans ces marchés, faire des propositions chiffrées, pour sortir des secteurs d'activités de la "concurrence libre et non faussée" comme l'eau, la santé, ou le transport Public. Ces biens communs de l'humanité



LE CANCER FINANCIER DANS LA SANTÉ !

La santé, la retraite, la protection sociale - banalisées, marchandisées et financiarisées - pour les vautours de la finance.

La bataille fait rage autour de ces secteurs.

Michel Katchadourian

Médicament, hôpital public ou privé, statut des personnels hospitaliers : la « normalité financière libérale » rattrape la santé sur tous les fronts
Les coups de boutoir contre le statut quasi sacré du secteur d'activité de la protection sociale ne datent pas d'hier. Depuis les années 60, une multitudes de plans de « réformes » ont mis à mal les conquêtes de 1945, elles mêmes issues de notre longue histoire sociale .

Ces dernières semaines cependant, par le biais des rapports Attali et Larcher ou par celui de l'offensive de Michel-Edouard Leclerc sur le médicament, ils se font particulièrement insistants et multiplient les cibles.

L'idée commence à s'imposer – les dogmes libéraux l'ocultaient, que le secteur de la santé est producteur de richesse. Ne serait-ce que parce que, via l'hôpital ou l'industrie pharmaceutique, c'est un énorme employeur. En janvier, le rapport Attali rappelait ainsi que près de 2 millions de personnes, soit environ 9 % de la population active française, travaillent dans le secteur sanitaire.

Sur un tout autre plan, les frontières se brouillent et la santé devient un slogan récupéré par Mr Marketing.

En termes de communication, Danone se donne par exemple pour « mission » d'« apporter la santé par l'alimentation au plus grand nombre ».

« Leclerc confond médicaments et marchandises, pharmaciens et chefs de rayons », accusait récemment l'Ordre des pharmaciens. L'offensive de Michel-Edouard Leclerc sur les médicaments a fait couler beaucoup d'encre.

Le géant de la distribution s'attaque au médicament comme il s'était attaqué à la parapharmacie dans les années 1980 et, plus symbolique encore, comme il s'était attaqué au... carburant à la fin des années 1970. En raisonnant en termes de marché et de monopole, il fonde bien l'équation suivante : « gélules et pétrole = même combat ».

Avec le retrait du Vioxx, l'anti-inflammatoire vedette de Merck, les paillasses des labos ont tremblé, mais aussi les salles de marché, le titre du groupe américain s'étant effondré de 30 % en une journée. Salué naguère pour la transparence de ses pratiques, Merck s'est vu reprocher un manque de vigilance pour avoir tardé à tirer publiquement les leçons de ses essais cliniques.

Toutes les mésaventures de l'industrie du médicament ne sont pas de même nature. Certaines sont prévisibles, sans toutefois qu'il soit possible d'en anticiper l'impact. Numéro 4 mondial, le britannique AstraZeneca en fait l'expérience avec son Mopral. Cet antiulcéreux, son premier produit commercialisé en France, drainait chaque année 450 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Tombée dans le domaine public et affrontant un générique depuis avril 2004, la molécule affichait un manque à gagner de 160 millions d'euros en huit mois.

Entre les crocodiles du générique – qu'il s'agisse de l'allemand Merck, de Rambaxi ou de l'israélien Teva –, qui bâtissent leur croissance sur la chute des brevets, et la pression des gestionnaires publics et privés de la santé, en quête de rationalisation.

ELARGIR LE CHAMP DES INTERVENTIONS DES SALARIES ET DES CITOYENS

Claude CHAPET (Militant SAINT-DENIS)

Cette conférence me plaît car elle nous donne confiance dans notre combat pour « dépasser le capitalisme ». Pour dépasser quelque chose il vaut mieux l'identifier.

En effet, les problèmes, auxquels chacun est confronté, seraient dus à des comportements individuels, des patrons voyous, au recul de valeurs, à trop d'égoïsme. Certes, il est nécessaire de prendre en compte dans les comportements la dimension individuelle mais aussi la dimension sociale.

Si nous ne voulons pas nous résigner à la fatalité des événements, il y a besoin d'analyses et de confrontations car le système capitaliste est complexe, vit, évolue, surmonte temporairement et partiellement des crises, mais surtout il génère des contradictions entre les potentialités de développement pour répondre aux besoins des peuples et les spirales de dominations, de régression. Ce qui montre ses limites pour affronter les défis pour l'avenir du monde.

Que le PCF se saisisse de ces analyses est une chance énorme pour œuvrer au rassemblement

Car cela permet de situer :

Le niveau de l'affrontement politique
Le champ d'intervention politique

Prenons quelques exemples :

Jacques ATTALI, dans son rapport, dit « Plus de croissance économique entraînera des progrès concrets pour chacun des français, qu'il appartiendra à chaque majorité politique de distribuer selon ses choix »

Guy SORMAN « L'économie n'est plus une opinion, c'est une science. Et il y a

une sorte d'accord entre tous les économistes pour dire : voilà ce qui fonctionne si l'on veut favoriser la croissance dans ce pays » (VSD 5/3/8) (Assimiler science et pensée unique est un bel exploit pour un idéologue du libéralisme)

Pour Benoît HAMON « Il n'est jamais facile, quand on est de gauche, de dire qu'il faut une nouvelle répartition des richesses » (Humanité 19/4/2008) et il ajoute « C'est dans le malheur de la masse des gens -je pense aussi à la crise alimentaire- que l'on va construire des réponses » (Heureusement, il ne fait pas partie des masses et le cynisme n'a pas de prix)

Une affiche de la LCR titre « Pour une autre répartition des richesses » et

L'Alternative Libertaire titre son affiche sur « Mobilisons-nous pour une autre répartition »

C'est quoi créer de la valeur, de la richesse?

- La mise en culture avec les semences OGM créé de la valeur
- L'Afganistan et la Colombie, pays satellites des Etats-Unis, grands producteurs de drogues, génèrent énormément de valeur (pas très légalement)
- Le développement de l'armement créé de la valeur
- La spéculation sur l'immobilier les produits énergétiques, alimentaires créé de la valeur

Donc ne faut il pas polémiquer sur le contenu de la valeur créée ?

Ne faut-il pas polémiquer sur les effets environnementaux de la création de la valeur ?



Ne faut-il pas polémiquer sur les conditions de travail et sociales de la création de la valeur ?

A propos du programme de GOTHA (1875), Karl MARX se permettait ce commentaire « Le socialisme vulgaire a hérité des économistes bourgeois l'habitude de considérer et de traiter la distribution comme quelque chose d'indépendant du monde de production, et ainsi de représenter le socialisme comme tournant essentiellement autour de la distribution » (P61 Critique du programme de gotha -Editions Sociales –GEME 2008)

Après la météo et la santé, les principaux sujets de conversation de chacun d'entre nous portent sur le travail, je parle du contenu du travail, de son utilité sociale et personnelle. Il ne s'agit pas pour moi de sous estimer le besoin de revaloriser les salaires pensions etc. Mais le système capitaliste a suffisamment de commis intelligents pour nous justifier les bas salaires au nom de la mondialisation, la concurrence. Les capitalistes savent aussi disparaître après avoir tout volé comme cela est écrit dans le roman de Gérard MORDILLAT « Les Vivants et les Morts" à propos du conflit de Cellatex.

Par conséquent créer les conditions pour politiser l'utilité sociale du travail, le sens de ce travail, les conditions de ce travail, les effets immédiats et à long terme de ce travail, conduit à reconsidérer ce critère de rentabilité financière, critère unique de mesure d'efficacité, conduisant notamment à des crises financières dont chacun est

gentiment invité à payer les pots cassés.

Donc, il est déterminant d'enclencher des processus, pour une autre utilisation de l'argent, une utilisation sélective du crédit pour répondre aux besoins individuels et collectifs des peuples et dissuader les placements spéculatifs.

A propos de crédit sélectif, je pense que l'expérience contrastée des crédits bonifiés dans l'agriculture au cours des années 60 mériterait d'être étudié.

En conclusion, le champ politique s'élargit

Au de-là de la « petite » sphère institutionnelle pour entrer dans l'entreprise, dans le système bancaire et financier, dans l'ensemble de la société

Au de-là de la gauche dite « radicale », « à la gauche du PS »,

c'est bien l'ensemble du peuple qui entre dans le champ politique excepté les quelques profiteurs et leurs commis directs.

Ainsi le rôle du PCF, comme intellectuel collectif liant, recherche et confrontation, formation et réflexions, facteur d'action et de rassemblement s'en trouve revalorisé et permet de nourrir utilement les mouvements sociaux.

Pour permettre un partage du riche débat du 15 mai sur la crise financière, la Lettre du Rapse invite les intervenants à cette rencontre à faire remonter le résumé de leur intervention

SOGERMA

Le 12 mai 2006, le Conseil d'Administration d'EADS réuni à Amsterdam annonçait la fermeture du site de la SOGERMA à Mérignac. Le groupe EADS faisait alors 1,7 milliards de bénéfices, en hausse de 8 % et annonçait quatre années de travail dans son carnet de commandes. Cette fermeture devait entraîner la suppression de 1 000 emplois directs auxquels s'ajoutaient 4 000 emplois chez les sous-traitants. Cette entreprise avait fait l'objet de financement des collectivités locales en 2002 pour un hangar destiné à la maintenance des gros-porteurs. La mobilisation des salariés, de la population de la région (dès le mois de juin plus de 12 000 signatures avait été recueillies pour soutenir les solutions alternatives présentées par le comité de sauvegarde de la Sogerma), des élus notamment communistes, a contraint le gouvernement et la direction d'EADS au recul.

Quelle est la situation aujourd'hui, deux ans plus tard, de ce site menacé dans son existence par les logiques de la finance ?

Deux ans après l'annonce par la Direction générale EADS de la fermeture de la SOGERMA Mérignac et du licenciement des 1 050 salariés, qu'elle est aujourd'hui la situation sur le site ?

L'activité maintenance aéronautique a été reprise entièrement en janvier 2007 par le groupe français TAT spécialisé dans cette activité.

Malgré la décision de l'État de ne pas confier au groupe TAT, la maintenance des Awacs et des C130 de l'armée française, les prévisions du chiffre d'affaires seront très largement dépassées, il devrait être supérieur à 100 millions d'euros en 2007. L'effectif en CDI devrait passer de 544 actuellement (+ une soixantaine d'intérimaires) à 600 en fin d'année.

Pour la partie fabrication restée dans EADS, le site girondin est maître d'œuvre de la voilure de l'ATR (20% de celle-ci est réalisée à Mérignac). La SOGERMA profite de l'embellie du secteur aéronautique et plus particulièrement des ventes record cet avion franco-italien, le carnet commande total représente 4 années de plan de charges. En 2007, 51 voilures sortaient des ateliers de Mérignac, en 2009, il faudra en sortir 76, soit 50% de plus...

Il est à noter que les résultats 2007, vont permettre le versement d'une prime

d'intéressement aux salariés.

L'effectif en CDI représente un peu plus de 160 salariés, 25 embauches ont été réalisées en 2007, 25 autres le seront en 2008, mais ce nombre de recrutements est encore insuffisant compte tenu du nombre de précaires sur le site, il représente rien que pour l'intérim plus de 40% de l'effectif.

Ce constat démontre que les salariés de SOGERMA ont eu raison de se battre contre la décision de fermeture de leur entreprise. Leur lutte exemplaire, soutenue activement par la population, a permis de sauver des centaines d'emplois directs, de sous-traitants in situ et d'emplois indirects.

Le paradoxe aujourd'hui, c'est que les dirigeants patronaux crient au loup, en indiquant qu'ils ne trouvent plus de main d'œuvre qualifiée afin de réaliser les charges, mais à qui la faute ?

La politique des restructurations permanentes et de bas salaires dans nos entreprises les rendent effectivement moins attirantes aux yeux de postulants potentiels. Il est donc nécessaire de repenser la formation initiale et permanente et de proposer une meilleure réponse sociale.



Pour autant, nous devons encore être très vigilants du devenir de notre entreprise.

La stratégie des Dirigeants d'EADS du profit maximum immédiat va à l'encontre des intérêts du personnel. Alors qu'au travers du plan power08 et son volet Zéphyr, ils préconisent la vente des sites d'aérostructure d'AIBUS (comme celle de la maintenance aéronautique en 2006) ; aujourd'hui, la Direction EADS SOGERMA annonce qu'elle maîtrise difficilement la sous-traitance et que certains d'entre eux ne sont plus assez maniables, ils auraient des difficultés à monter en cadence ou refusent de baisser leur coût.

L'exemple de BOEING qui rachètent ses sous-traitants afin de maîtriser sa production est révélateur de ces erreurs de stratégies.

Le développement de la sous-traitance à outrance prôné par le patronat montre donc ses limites. De plus, il s'est fait au détriment de l'emploi stable, il a contribué à l'arrêt de formations et à la disparition de certains métiers qui aujourd'hui nous font défauts.

La solution idéale prônée aujourd'hui par la Direction EADS SOGERMA serait de créer une filiale à bas coût en zone dollar. Les Dirigeants d'EADS les soutiennent dans cette démarche (financièrement et physiquement), Louis Gallois PDG EADS, doit se rendre prochainement dans ce sens au Mexique !!!

La faiblesse du dollar est la principale argumentation de la Direction pour renouveler une nouvelle aventure outre atlantique. Oubliée donc la déconfiture générée par la filiale EADS SOGERMA à Lake Charles et les millions de dollars perdus... et si ce dollar remontait que ferait-on ?

Il est utile de rappeler, que dans notre pays la productivité est une des meilleures au monde et qu'avant de vouloir tenter l'aventure à l'étranger, il est préférable de regarder les possibilités offertes dans nos régions et notre pays. Déjà de nombreuses entreprises ont fait machine arrière en investissant en France.